



CHAPITRE 177

Loi constituant en corporation Les Sœurs Missionnaires de Notre-Dame-d'Afrique

[Sanctionnée le 18 décembre 1958]

CHAPTER 177

An Act to incorporate Les Sœurs Missionnaires de Notre-Dame-d'Afrique

[Assented to, the 18th of December, 1958]

Préambule.

ATTENDU que dame Hélène Carignan, en religion Mère Marie-Eudes, ayant son domicile en la cité de Montréal, supérieure provinciale de la province canadienne de la congrégation religieuse connue et désignée sous le nom de "Les Sœurs Missionnaires de Notre-Dame d'Afrique", a, par sa pétition, représenté:

Que la congrégation religieuse dite Les Sœurs Missionnaires de Notre-Dame-d'Afrique, a été constituée en corporation par le chapitre 105 de la loi 4 Édouard VII, sous le nom de "Les Religieuses Missionnaires de Notre-Dame-d'Afrique";

Que, depuis la constitution de cette corporation, ladite congrégation s'est développée et continue de progresser;

Que les pouvoirs, privilèges et droits de cette corporation ne sont plus appropriés et que la structure même de cette corporation ne répond plus aux besoins actuels;

Qu'il serait nécessaire qu'une corporation dotée des pouvoirs appropriés soit constituée pour permettre à ladite congrégation de poursuivre ses fins plus facilement;

Que la corporation dite Les Religieuses Missionnaires de Notre-Dame d'Afrique, constituée par le chapitre 105 de la loi 4 Édouard VII, a consenti à la présentation de la présente pétition et du présent projet de loi;

Attendu que Son Éminence le cardinal Paul-Émile Léger, archevêque catholique

WHEREAS Dame Hélène Carignan, in religion Mother Marie-Eudes, residing in the city of Montreal, provincial superior of the Canadian province of the religious congregation known and designated under the name of "Les Sœurs Missionnaires de Notre-Dame-d'Afrique", has, by her petition, represented:

That the religious congregation called Les Sœurs Missionnaires de Notre-Dame d'Afrique was incorporated by the act 4 Edward VII, chapter 105, under the name of "Les Religieuses Missionnaires de Notre-Dame d'Afrique";

That, since its incorporation, the said congregation has developed and continues to progress;

That the powers, privileges and rights of such corporation are no longer adequate and the very structure of such corporation no longer meets present needs;

That it would seem necessary that a corporation having appropriate powers be constituted to enable the said congregation to pursue its objects more easily;

That the corporation called Les Religieuses Missionnaires de Notre-Dame d'Afrique, incorporated by the act 4 Edward VII, chapter 105, has agreed to the presentation of such petition and of this bill;

Whereas His Eminence Paul-Émile Cardinal Léger, Roman Catholic archbishop of

romain du diocèse de Montréal, où se trouve la maison provinciale de la congrégation, a donné son assentiment à ladite pétition et au projet de loi;

Attendu qu'il y a lieu de faire droit à cette pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Défini-
tions:

1. Dans la présente loi, les termes qui suivent ont la signification ci-après déterminée:

"corpora-
tion";

a) "corporation" désigne Les Soeurs Missionnaires de Notre-Dame-d'Afrique;

"congré-
gation";

b) "congrégation" désigne la congrégation religieuse des Soeurs Missionnaires de Notre-Dame-d'Afrique;

"supé-
rieure
provin-
ciale",
etc.

c) "supérieure provinciale", "assistante provinciale", "conseillère provinciale", "économe provinciale" et "secrétaire provinciale" désignent les membres de la corporation qui, conformément aux règlements ou constitutions de la congrégation, occupent, à l'occasion, respectivement les fonctions de supérieure provinciale, d'assistante provinciale, de conseillère provinciale, d'économe provinciale et de secrétaire provinciale pour la province canadienne de la congrégation;

"conseil".

d) "conseil" désigne le conseil de la corporation, à moins qu'il ne soit autrement déterminé de façon expresse.

Constitu-
tion.

2. Est par la présente loi constituée une corporation sous le nom de "Les Soeurs Missionnaires de Notre-Dame-d'Afrique".

Change-
ment de
nom.

La corporation peut modifier son nom corporatif avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil. Toutefois, avis de cette modification est publié dans la *Gazette officielle de Québec* dans les six mois de cette autorisation.

Effet.

Tel changement de nom ne diminue, n'altère ou ne change en rien les droits, titres, intérêts, réclamations, obligations, prétentions ou recours de la corporation sous son ancien nom ou le bénéfice de toute disposition testamentaire ou autre à son profit.

Membres.

3. Sont de droit membres de la corporation, les personnes qui sont ou devien-

Montreal, where the provincial house of the congregation is located, has approved the said petition and bill;

Whereas it is expedient to grant such petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. In this act, the following terms shall have the meaning hereinafter indicated:

Défini-
tions:

a. "corporation" means Les Soeurs Mis-

"corpora-
tion";

sionnaires de Notre-Dame-d'Afrique;
b. "congregation" means the religious congregation of Les Soeurs Missionnaires de Notre-Dame d'Afrique;

"congre-
gation";

c. "provincial superior", "provincial assistant", "provincial counsellor", "provincial bursar" and "provincial secretary" mean the members of the corporation who, in conformity with the by-law or rules of the congregation, respectively occupy, for the time being, the offices of provincial superior, provincial assistant, provincial counsellor, provincial bursar and provincial secretary for the Canadian province of the congregation;

"provin-
cial su-
perior",
etc.

d. "council" means the council of the corporation, unless otherwise expressly stated.

"council".

2. A corporation is created by this act under the name of "Les Soeurs Missionnaires de Notre-Dame-d'Afrique".

Incorpo-
ration.
Name.

The corporation may change its corporate name with the authorization of the Lieutenant-Governor in Council. However, notice of such change shall be published in the *Quebec Official Gazette* within six months of such authorization.

Change of
name.

Such change of name shall not diminish, alter or change in any way the rights, titles, interests, claims, obligations, pretensions or recourses of the corporation under its former name or the benefit of any testamentary or other disposition for its advantage.

Effect.

3. The persons who are or shall become members of the congregation and who are

Members.

dront membres de la congrégation et qui sont ou seront attachées à une maison de la congrégation située dans la province canadienne de la congrégation, mais seulement tant qu'elles y demeurent ainsi attachées et qu'elles demeurent membres de la congrégation.

or shall be assigned to a house of the congregation situated in the Canadian province of the congregation, shall be members of the corporation of right, but only as long as they remain so assigned and remain members of the congregation.

Fins.

4. Les fins de la corporation sont la religion, la charité, l'enseignement, l'éducation et les soins hospitaliers.

4. The objects of the corporation shall be religion, charity, instruction, education and hospitalization services. Objects.

Succession.

5. La corporation aura succession perpétuelle. Aucun membre ne pourra en demander la dissolution ni être admis au partage de ses biens. Nul ne pourra non plus, s'il cesse d'en être membre, réclamer de compensations pour le travail accompli alors qu'il en était membre.

5. The corporation shall have perpetual succession. No member can demand its dissolution or be admitted to participate in the partition of its property. Nor can anyone, on ceasing to be a member of the corporation, claim any compensation for work done while she was a member thereof. Succession.

Siège social.

6. Le siège social de la corporation est dans la cité de Montréal, mais peut être changé par résolution du conseil. Tel changement prendra effet à compter de la publication d'un avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

6. The corporate seat of the corporation shall be in the city of Montreal, but may be changed by resolution of the council. Such change shall take effect from the publication of a notice in the *Quebec Official Gazette*. Corporate seat.

Pouvoirs.

7. La corporation a les droits, pouvoirs et privilèges des corporations ordinaires et peut spécialement:

7. The corporation shall have the rights, powers and privileges of ordinary corporations and especially the following: Powers.

a) avoir un sceau et le modifier à volonté;

a. to have a seal and alter it at will;

b) ester en justice de la même manière que toute personne peut le faire;

b. to appear before the courts in the same way as anyone may;

c) accepter, acquérir à titre gratuit ou onéreux, posséder par tout titre légal et gérer des biens meubles et immeubles, pourvu que le revenu annuel des immeubles appartenant à la corporation, situés dans la province de Québec et possédés par elle pour des fins de revenus, n'excède pas cent mille (\$100,000.00) dollars;

c. to accept, acquire by gratuitous or onerous title, possess under any legal title and manage moveable and immovable property, provided that the annual revenue of the immovables belonging to the corporation, situated in the Province of Quebec and possessed by it for revenue purposes, shall not exceed one hundred thousand (\$100,000.00) dollars;

d) être partie à des contrats de louage de choses, d'ouvrages ou de services;

d. to be a party to contracts of lease of things, work or services;

e) hypothéquer en tout ou en partie ses biens immeubles, nantir, vendre, grever d'une charge quelconque, échanger, céder ou autrement aliéner, en tout ou en partie, à titre gratuit ou onéreux, ses biens meubles ou immeubles;

e. to hypothecate all or part of its immovable property, pledge, sell, encumber in any way, exchange, cede or otherwise alienate, wholly or in part, by gratuitous or onerous title, its moveable or immovable property;

f) investir des sommes d'argent de toute manière jugée appropriée, soit direc-

f. to invest money in any manner deemed appropriate, either directly in

tement en son nom, soit indirectement au nom de fiduciaire;

g) s'obliger et obliger autrui envers elle par tout mode légal quelconque et spécialement par lettre de change, billet ou chèque;

h) prêter, cautionner et garantir les obligations et engagements de toute personne physique ou morale;

i) emprunter par voie d'émission d'obligations ou par tout autre mode;

j) par son conseil, faire des règlements concernant sa régie interne et, plus particulièrement, l'administration et la disposition de ses biens, modifier ou abroger au besoin ces règlements;

k) par son conseil, nommer des officiers, procureurs et administrateurs et définir leurs pouvoirs;

l) avoir, établir, maintenir des caveaux ou des cimetières sur ses propriétés pour y déposer les restes mortels des membres de la congrégation, de ses bienfaiteurs ou de toute autre personne en se conformant aux prescriptions, lois et règlements de la province en la matière et tenir des registres de l'état civil constatant ces inhumations;

m) aider toute personne poursuivant l'une des fins énumérées à l'article 4 de la présente loi, lui céder tout bien quelconque à titre gratuit ou onéreux;

n) demander, favoriser et obtenir tout statut, ordonnances, ordre, règlement ou autre autorisation ou disposition législative ou administrative qui serait de nature à lui profiter directement ou indirectement et s'opposer à toutes procédures ou demandes qui peuvent être de nature à nuire directement ou indirectement à ses intérêts;

o) s'associer avec toute corporation poursuivant des entreprises et des œuvres en relation avec l'une des fins énumérées à l'article 4 de la présente loi;

p) accomplir toutes les autres choses qui se rattachent ou sont propres à la poursuite de ses fins et à l'exercice de ses pouvoirs.

8. La supérieure provinciale exerce les droits et pouvoirs de la corporation. Toutefois, l'autorisation du conseil est requise en chaque cas.

its name, or indirectly in the name of a trustee;

g. to bind itself and bind others towards it in any legal manner whatsoever and especially by bill of exchange, note or cheque;

h. to lend, go surety for and guarantee the obligations and engagements of any person, real or corporate;

i. to borrow money through the issue of debentures or in any other manner;

j. by its council, to make by-laws, concerning its internal management and more particularly the administration and disposal of its property, and amend or repeal such by-laws as occasion arises;

k. by its council, to appoint, officers, procurators and administrators and define their powers;

l. to have, establish and maintain vaults or cemeteries on its property for the disposal of the mortal remains of the members of the congregation, of its benefactors or any other person, in conformity with the requirements, laws and regulations of the Province in this respect and to keep registers of civil status to record such interments;

m. to assist any person pursuing any of the objects enumerated in section 4 of this act, to transfer to the same any property whatsoever, by gratuitous or onerous title;

n. to solicit, favour and obtain any statute, ordinance, order, regulation or other authorization or provision, legislative or administrative, calculated to benefit it directly or indirectly and oppose any proceeding or application of such a nature as directly or indirectly to prejudice its interests;

o. to associate itself with any corporation pursuing undertakings and works connected with any of the objects enumerated in section 4 of this act;

p. to do any other things related or conducive to the pursuit of its objects and the exercise of its powers.

8. The provincial superior shall exercise the rights and powers of the corporation. However, the authorization of the council shall be required in each case.

Provincial superior.

Supérieure provinciale.

Conseil.

9. Le conseil se compose des membres de la corporation qui, en conformité des règlements et constitutions de la congrégation, occupent les fonctions de supérieure provinciale, d'assistante provinciale et de conseillère provinciale.

9. The council shall be composed of the members of the corporation who, in conformity with the by-laws and rules of the congregation, hold the offices of provincial superior, provincial assistant and provincial counsellor.

Donations.

10. Nonobstant toute disposition contraire ou incompatible, les corporations constituées en vertu des lois de la province sont autorisées à consentir et à faire à la corporation les donations qu'elles jugent convenables et à en acquitter les considérations pour aider à défrayer le coût de construction et d'entretien de ses établissements, dépendances et succursales, et ce, par résolution adoptée à la majorité des administrateurs alors présents à une assemblée convoquée à cette fin, pourvu qu'il y ait quorum.

10. Notwithstanding any contrary or incompatible provision, corporations constituted under the laws of the province are authorized to grant and to make to the corporation such gifts as they deem expedient and to pay the considerations thereof to help defray the cost of construction and maintenance of its establishments, dependencies and branches, and this by resolution passed by a majority of the directors then present at a meeting called for the purpose, provided that there be a quorum at such meeting.

Fondations.

11. La corporation peut accepter des fondations pour fins religieuses, charitables, éducationnelles ou d'assistance et, conséquemment, recevoir, comme dépositaire légal et ministre fiduciaire, les biens donnés ou transmis par donation ou testament par le fondateur et s'obliger, comme tel, à accomplir les charges établies par ce dernier.

11. The corporation may accept endowments for religious, charitable, educational or welfare purposes and consequently receive, as legal depositary and fiduciary agent, the property given or transmitted by gift or will by the donor and bind itself, as such, to carry out the charges established by the latter.

Patrimoine distinct.

Les biens de chaque fondation forment un patrimoine distinct qui doit être géré et administré individuellement avec une comptabilité distincte pour chacun d'eux. La corporation exerce sur chaque tel patrimoine les droits de propriétaire absolu, et peut employer un sceau particulier pour chacun.

The property of each endowment shall constitute a distinct patrimony which must be managed and administered separately, with separate book-keeping for each. The corporation shall exercise the rights of absolute owner in respect of each patrimony, and may use a special seal for each.

Autorisation.

La corporation doit être spécialement autorisée par le clerc exerçant à l'occasion la fonction d'évêque catholique romain du lieu pour accepter de telles fondations; elle ne peut placer les biens en faisant partie qu'avec autorisation de tel clerc et elle doit les administrer sous la surveillance de ce dernier.

The corporation must be especially authorized by the clergyman for the time being acting as Catholic Roman Bishop of the place to accept such endowment; it may invest the property thereof only with the authorization of such clergyman and it must administer the same under his supervision.

Certificat d'existence, etc.

12. L'existence et la mise en forme des règlements et constitutions de la congrégation sont établies *prima facie* par un certificat portant la signature de la supérieure provinciale ou de la secrétaire provinciale.

12. The existence and tenor of the by-laws and rules of the congregation shall be established *prima facie* by a certificate bearing the signature of the provincial superior or of the provincial secretary.

Registres.

13. La corporation doit tenir à son siège social un ou plusieurs registres contenant

a) les règlements et les résolutions adoptés en conformité des pouvoirs conférés par la présente loi;

b) les nom, prénoms, nationalité et domicile de chaque membre de la corporation avec indication, pour chacun, de son nom en religion, de la date de son admission dans la corporation et, s'il y a lieu, de celle où il en est sorti;

c) les nom et prénoms et occupation de chaque membre de la corporation occupant l'une des fonctions énumérées à l'alinéa c de l'article 1 de la présente loi, avec indication, pour chacun, de la date de son entrée en fonction et, s'il y a lieu, de celle où il a cessé de l'occuper;

d) un résumé des dispositions des fondations acceptées sous le régime de l'article 11 de la présente loi;

e) les créances garanties par hypothèque sur ses immeubles en indiquant pour chacune le montant capital, une description sommaire des immeubles hypothéqués et le nom des créanciers ou, pour les émissions de bons, le nom du fiduciaire.

Preuve.

Ces registres font preuve *prima facie* de ce qui y est énoncé. Il en va de même des extraits certifiés soit par la supérieure provinciale, soit par la secrétaire provinciale.

Désignation des membres.

14. Tout membre de la corporation peut se désigner et être désigné pour toutes fins sous le nom qu'il porte en religion.

Représentation des membres par le conseil.

15. A moins qu'il n'ait été ou qu'il ne soit autrement pourvu à la nomination d'un représentant, soit par la loi, soit par convention, la corporation peut, sans mandat conventionnel et à son entière discrétion, représenter ses membres et, en son nom corporatif mais pour leur bénéfice, exercer leurs droits civils pour les biens qu'ils peuvent posséder ou acquérir; elle peut, tant en demande qu'en défense ou en toute autre qualité:

a) exercer en justice leurs recours qui n'ont pas été institués;

Registers.

13. The corporation must keep at its corporate seat one or more registers containing

a. the by-laws and resolutions adopted in conformity with the powers conferred by this act;

b. the surname, Christian names, nationality and address of each member of the corporation, indicating, as regards each, her name in religion, the date of her admission into the corporation, and, if such be the case, the date when she ceased to be a member thereof;

c. the surname, Christian names and occupation of each member of the corporation holding any of the offices enumerated in paragraph c of section 1 of this act, indicating, as regards each, the date of her entry into office and, if such be the case, the date when she ceased to hold such office;

d. a summary of the provisions of the endowments accepted under section 11 of this act;

e. the debts secured by hypothec on its immoveables, indicating for each the principal sum, a summary description of the immoveables hypothecated and the names of the creditors or, as regards bond issues, the name of the trustee.

Such registers shall make *prima facie* proof of their contents; and so shall extracts certified by the provincial superior or by the provincial secretary.

Proof.

Designation of members.

14. Any member of the corporation may designate herself and be designated for all purposes by the name she bears in religion.

Representation of members by council.

15. Unless provision has been or shall be otherwise made for the appointment of a representative, either by law or by agreement, the corporation may, without any contractual mandate and in its entire discretion, represent its members and, in its corporate name but for their benefit, exercise their civil rights respecting any property they may own or acquire; it may, either as plaintiff or as defendant or in any other capacity:

a. exercise their judicial recourse where proceedings have not been commenced;

b) de sa propre autorité, en tout état de cause, reprendre l'instance instituée par eux.

Recours.

La corporation peut exercer à son bénéfice et conjointement avec les autres bénéficiaires, s'il en existe, les recours prévus par la loi au cas de décès accidentel d'un de ses membres.

b. of its own motion and at any stage of the proceedings, continue suits commenced by them.

The corporation may exercise for its benefit and in conjunction with the other beneficiaries, if any, such recourses as are provided by law in case of the accidental death of any of its members.

Recourses.

Contrats, etc., déclarés valides.

16. Les contrats ou conventions qui ont eu lieu avant l'entrée en vigueur de la présente loi, au nom de "Les Religieuses Missionnaires Notre-Dame d'Afrique" et qui portent la signature soit de la supérieure provinciale soit de la supérieure régionale soit de l'une des supérieures de ladite congrégation, sont déclarés valides et légaux en ce qui concerne le pouvoir et la capacité de chacune des personnes susdites de lier par sa seule signature ladite corporation, d'agir en son nom et d'exercer ses pouvoirs.

16. The contracts or agreements made prior to the coming into force of this act, in the name of "Les Religieuses Missionnaires Notre-Dame d'Afrique" and bearing the signature of either the provincial superior or of the regional superior or of one of the superiors of the said congregation, are declared valid and legal as regards the power and capacity of each of the aforesaid persons to bind by her mere signature the said corporation, to act in its name and to exercise its powers.

Contracts, etc., declared valid.

Valeur légale de titres, etc.

17. Tous les titres, actes, contrats et documents signés par ou pour la corporation susdite, soit sous le nom de ladite congrégation, soit sous tout autre nom qui n'était pas exactement son nom corporatif, ont la même valeur légale que s'ils avaient été signés sous son véritable nom corporatif.

17. All titles, deeds, contracts and documents signed by or for the above mentioned corporation, either in the name of the said congregation or under any other name which was not exactly its corporate name, shall have the same legal validity as if they had been signed under its true corporate name.

Legal validity of titles, etc.

Abrogation et dissolution. Succes-sion.

18. Le chapitre 105 de la loi 4 Édouard VII est abrogé et la corporation constituée par ladite loi est dissoute.

La corporation constituée par la présente loi succède à ladite corporation éteinte, est saisie et déclarée propriétaire des biens appartenant à cette dernière, et est tenue de ses dettes et obligations; toutes dispositions de biens faites en faveur de la corporation présentement éteinte et toutes procédures qui auraient pu être commencées par ou contre telle corporation éteinte peuvent être valablement commencées ou continuées par ou contre la corporation présentement constituée.

18. The act 4 Edward VII, chapter 105 is repealed and the corporation constituted by the said act is dissolved.

The corporation constituted by this act succeeds the said dissolved corporation, is seized and declared owner of the property held by the latter and is responsible for its debts and obligations; any disposal of property made in favour of the corporation presently dissolved and all proceedings which might have been commenced by or against such dissolved corporation may validly be commenced or continued by or against the corporation presently constituted.

Repeal and dissolution.

Succes-sion.

Déclaration.

La corporation doit faire enregistrer suivant les lois d'enregistrement, aux bureaux d'enregistrement de la situation des immeubles, une déclaration alléguant la transmission de biens résultant de la

The corporation shall cause to be registered, in conformity with the laws respecting registration, in the registry offices of the localities where its immovables are situated, a declaration setting

Declara-tion.

présente loi et décrivant suivant la loi les immeubles ainsi transportés.

forth the transmission of property resulting from this act and describing, according to law, the immoveables so transmitted.

Dissolu-
tion.

19. Le procureur général de la province, à la requête de la corporation, peut déclarer telle corporation dissoute; cette dissolution ne prend effet qu'à compter du soixantième jour de la publication d'un avis à telle fin dans la *Gazette officielle de Québec*.

19. The Attorney General of the Province, upon petition by the corporation, may declare the corporation dissolved; such dissolution shall take effect only from and after the sixtieth day following the publication of a notice to that effect in the *Quebec Official Gazette*.

Dissolu-
tion.

Entrée en
vigueur.

20. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

20. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.